

ACTION MENSUELLE DU SNAPAP

Grève dans les APC dès demain

Les communaux montent au créneau et annoncent un nouveau bras de fer avec la tutelle. C'est ce qu'indique le syndicat des fonctionnaires de communes à travers leur fédération affiliée au Snapap. L'option d'une grève de trois jours chaque mois a été validée en mai dernier et entrera en vigueur à compter du 26 du mois en cours.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les initiateurs de ce mouvement de débrayage sont catégoriques : «La grève de trois jours reste pour nous le dernier recours devant le refus de l'administration de donner suite à nos revendications».

Selon le président de ladite fédération, M. Azzedine H'lassa, «la plateforme de revendications a été portée à l'attention du ministère de tutelle (ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales) depuis longtemps, mais aucune suite favorable n'a été donnée».

Les contestataires revendiquent notamment «la révision du statut du fonctionnaire de la commune et l'augmentation des primes et indemnités». En d'autres termes, le Snapap appelle à l'augmentation de 40% de la prime indemnitaire au profit de l'ensemble des travailleurs, avait indiqué pour sa part le secrétaire national de la fédération, M. Djilali Hamrani, estimant que «les fonctionnaires des communes comptent parmi les catégories les moins payées». Selon lui, «la tutelle s'était engagée, à l'issue de deux réunions avec le syndicat, à promulguer le statut des fonctionnaires des communes dans un délai ne dépassant pas 30 jours, mais les délais n'ont pas été respectés».

Suite à cela, la fédération des fonctionnaires des communes convoque son Conseil national en session extraordinaire et décide «d'une grève de trois jours chaque mois». Pour le président de ladite fédération, le recours à une grève ouverte lors de la prochaine rentrée sociale, «au cas où la tutelle ne donne pas satisfaction à leurs revendications n'est pas à exclure».

Le Syndicat justifie ce recours à la grève par l'absence de réponse à ses revendications socioprofessionnelles. Les auteurs de la déclaration qui se sont référés à la résolution du Conseil national énumèrent six, dont notamment «la révision du statut général de la Fonction publique».

Autres revendications qui demeurent insatisfaites : révision de tous les statuts des travailleurs

et employés des communes et des régimes indemnitaires alignés sur ceux appliqués aux employés de la Protection civile, respect des libertés syndicales, dont le droit à la grève et, enfin, la réintégration de l'ensemble des travailleurs contractuels et vacataires, notamment dans les contrats de pré-emploi et du filet social.

Pour rappel, le ministère de tutelle avait expliqué la raison du retard dans la promulgation du statut des travailleurs et des fonctionnaires de la commune par son souci «d'éviter les lacunes relevées dans les statuts des autres secteurs, outre le fait que ce dos-



Photo : Samir Sid

Rentrée sociale mouvementée dans les APC.

sier sensible nécessite un examen approfondi». L'UGTA avait aussi menacé, pour sa part, de recourir à la grève avant d'annuler le mot d'ordre.

A. B.

TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS

Boudjemaâ Talai insiste sur la mise à niveau des compétences

Lors de sa sortie, hier, dans certaines sociétés relevant de son secteur dans la capitale, le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talai, a insisté longuement sur la nécessité de mettre à niveau les ingénieurs, et ce, au fur et à mesure que les technologies avancent.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous avons des effectifs jeunes mais qui ont besoin d'une assistance technique à travers la formation par le biais des partenariats étrangers», a indiqué Talai à l'issue de sa visite des trois établissements publics, en l'occurrence le Laboratoire d'études maritimes (LEM), l'organisme national de Contrôle technique des travaux publics la Société algérienne d'études d'infrastructures (SAETI) et l'organisme de Contrôle technique des travaux publics (CTTP).

«L'élément de la mise à niveau doit être au cœur des préoccupations, voire une obligation», a tenu à souligner le ministre à l'adresse de ses collaborateurs qu'il a exhortés à nouer des partenariats et à saisir les opportunités que leur offrent les invitations pour des formations qui leur parviennent des partenaires étrangers.



Photo : Samir Sid

Boudjemaâ Talai.

«Pour être en mesure de contrôler efficacement, sachant que les méthodes changent, la mise à niveau doit être obligatoire», a encore ajouté le ministre des Travaux publics et des Transports, exhortant les dirigeants de ces organismes publics relevant de ses secteurs à «envoyer leurs ingénieurs en formation à l'étranger». Et le premier responsable du sec-

teur des travaux publics et des transports de se féliciter que sur 1 500 employés des secteurs des travaux publics et des transports, la moitié soit 700 sont des ingénieurs qui ont une moyenne d'âge de 30 ans et une expérience professionnelle de 5 ans. D'où la nécessité, a poursuivi Boudjemaâ Talai, de les faire bénéficier d'une mise à niveau technique. Selon lui, sans formation il n'est pas possible de maîtriser les technologies qui avancent à grande vitesse.

Sur un autre plan, Boudjemaâ Talai a indiqué que le projet-phare du gouvernement, l'autoroute Est-Ouest, est quasiment achevé, ne subsistant que 84 kilomètres entre les régions de Drean et El Kala et quelques obstacles d'ordre technique qui ne manqueront pas d'être levés.

S'agissant de la mise en place du système de péage, le ministre a exclu cette option dans l'immédiat, tout en relevant que le péage doit se faire en aval d'une meilleure prestation au profit des usagers.

Il n'exclut toutefois pas le recours à ce moyen «à moyen terme», car, comme il le souligne, «il va bien falloir assurer les frais d'entretien et d'amortissement de ce projet, de même qu'il est grand temps que les Algériens se délestent de cette idée du tout gratuit».

Y. D.

COMMUNICATION

M. Hamid Grine à Sétif

Le ministre de la Communication Hamid Grine était hier, dimanche, en visite de travail dans la wilaya de Sétif.

Fort d'une délégation composée de responsables de la radio et télévision nationales, M. Grine a donné le coup d'envoi, à partir de l'université Ferhat-Abbas de Sétif, de la campagne nationale sur la communication ayant pour thème «Connaître les médias, et le droit du citoyen d'avoir une information fiable».

C'était l'occasion pour le ministre d'appeler les journalistes à «respecter l'éthique et la déontologie du métier». Dans ce contexte, le ministre a affirmé que l'Etat n'aidera pas les journaux qui diffament et versent dans l'insulte et dans le dénigrement. «Contrairement à ce qui se dit, 80 % de la publicité qui transitent par l'ANEP sont distribués au secteur privé. Dorénavant, la distribution de la publicité se fera sur des critères bien définis».

Il a également affirmé que «la mise à niveau de la profession

passse par la formation continue» sur la voie de la professionnalisation, estimant que la presse algérienne est appelée à jouer son rôle dans l'éducation et le rayonnement dans la société.

Au niveau de l'université Ferhat-Abbas de Sétif, le ministre a tenu une conférence de presse où il est revenu sur toutes les questions marquantes de son département. A cet effet, M. Hamid Grine a affirmé que son département multiplie les démarches pour l'émergence d'une presse vertueuse et indépendante, à travers entre autres, plusieurs chantiers dont la délivrance de la carte nationale du journaliste professionnel qui a permis de recenser 4 600 journalistes en activité à l'échelle nationale.

Abordant le sujet de l'audiovisuel, le ministre a rappelé que seules cinq chaînes de télévision, à savoir Hoggar Tv, Ennahar Tv,

Dzair Tv, El-Djazaïria et Chourouk Tv ont des bureaux agréés en Algérie, alors que les autres chaînes sont considérées comme des chaînes pirates. «Ces chaînes ont été destinataires de mise en garde, nous leur avons demandé de se conformer à la réglementation. Pour le moment, nous attendons leur réaction et on va réagir en conséquence. Quant à l'Autorité de régulation de l'audiovisuel qui vient d'être installée par le chef du gouvernement, elle ne prendra en charge que les chaînes agréées et accréditées. Il estimera d'ailleurs que certaines de ces chaînes «pirates» versent dans le prosélytisme, l'extrémisme et manipule l'opinion publique.

Pour ce qui est des fréquences radiophoniques, le ministre a affirmé que «L'exploitation de toutes les bandes de fréquences disponibles est impérative pour faire face à l'invasion des ondes radiophoniques étrangères qui perturbent les émissions locales. Les

ressources nationales à même de pallier cette situation existent, tant en compétences qu'en équipements». A cet effet, le ministre a déclaré qu'à l'orée 2018, l'Algérie mettra en fonction le système RDS ou le Radio Data System. Selon le ministre, le RDS est un service de transmission de données numériques en parallèle des signaux audio de la radio FM en bande II.

Il permet l'écoute d'une station sans interruption lors d'un déplacement, en prenant en charge automatiquement le passage d'une fréquence à l'autre.

Toujours au sujet des radios, Hamid Grine a annoncé que la radio locale de Sétif verra son horaire d'émission rallongé jusqu'à minuit, alors qu'auparavant elle n'émettait que jusqu'à 19h.

Par ailleurs, le ministre est revenu sur plusieurs questions relatives à la situation socioprofessionnelle des journalistes qu'il a estimée en amélioration par rapport à un passé très récent. «La



Photo : Samir Sid

Hamid Grine.

situation socioprofessionnelle des journalistes est moins satisfaisante dans le secteur privé. Des journalistes travaillent sans contrat et sans aucune couverture sociale et perçoivent des salaires minables compris entre 6 000 et 8 000 dinars. Mais pour que l'Etat puisse sévir à l'encontre de ces éditeurs ou hommes d'affaires, nous devons recevoir les plaintes de ces journalistes lésés».

Imed Sellami